




CTREA Ile de France Comité Technique Régional de l'Enseignement Agricole public

Réunion du 3 décembre 2021

Délégation SNETAP-FSU : Émilie Fairier, Carlos Pereira, Virginie Péron, Claire Pinault.

◆ Effectifs Formation Initiale scolaire et apprentissage - Rentrée 2021

Bonne nouvelle, les effectifs scolaires des 3 lycées publics se stabilisent (en moyenne)... Pour le privé, la baisse est toujours notable, sauf pour les MFR du fait de l'ouverture d'un nouvel établissement. Les fluctuations franciliennes montrent une progression des effectifs en classe de 2nde, mais aussi une baisse inquiétante en BTSA. Particulièrement sur la filière la plus présente en IdF, l'Aménagement Paysager. En apprentissage, l'évolution est sans surprise positive, avec une progression de 13 % dans le public. A noter une diminution en 2nde pro (mixage de parcours?) et l'enseignement supérieur (> bac +3) qui représente 14,4 % des effectifs.


Nos réactions :
 Nous demandons qu'une analyse plus fine des causes des fluctuations soit effectuée, particulièrement sur la filière AP et les BTSA.
 Nous demandons que l'attention soit portée sur les difficultés des 3 lycées en terme de dynamisme de communication, du fait des changements de direction et du temps d'observation qui y est lié, mais pas que... nous demandons un appui de la DRIAAP quant à leurs campagnes de communication, à la mise à jour des sites internet,... Nous ne pouvons pas accepter des fermetures de filière, comme celle proposée du bac pro Productions Horticoles à Brie, si rien n'est tenté pour la maintenir.
 L'augmentation des effectifs souhaitée par le ministère et nous-même ne peut se faire toute seule... Nous demandons que contact soit repris avec le rectorat de Créteil pour que l'enseignement agricole y soit bien présenté en lien avec les procédures affelnet et parcoursup, ce qui n'est pas le cas actuellement. Enfin, le manque de précision entre Productions horticole et agricole pour l'orientation en 2nde pro sur Affelnet n'arrange rien.

◆ Dotation Globale Horaire (DGH)

Une légère augmentation, due aux évolutions de structures à la rentrée :

La Bretonnière	Brie Comte Robert	St Germain en Laye
. CAPa 2 SAPVER	. BTSA PA (en section avec ACSE) . Term Bac général complète	. 2nde pro TCV (contre fermeture CAPa1 MA)

A noter la forte proportion d'Heures d'enseignement Non Affectées, soit 18 % de l'enveloppe globale !

Nos réactions :
 Si nous comprenons l'intérêt de donner aux établissements une possibilité de distinction territoriale ou d'identité propre avec quelques heures en autonomie, nous ne pouvons accepter cette proportion qui ne fera que s'accroître avec les réformes en place et à venir. Ces Heures Non Affectées sont la porte ouverte à la gestion quantitative et au clientélisme des enseignants sans tenir compte de leur discipline, à la déstructuration des programmes pédagogiques nationaux et à la dévalorisation des diplômes.

◆ **Gestion des personnels des lycées**

Le nombre de personnel titulaire, Enseignants ou ATLS, est encore en diminution, sur les 3 EPL.



Nos réactions :

La problématique du maintien de personnels titulaires en Ile de France est toujours d'actualité. La forte proportion d'agents contractuels, encore plus précaires que les autres du fait d'un salaire moindre, avec toujours un nombre de places pour les concours ne correspondant pas aux besoins, et un turn over important, entraînent une anxiété pour ces personnels et des difficultés accrues pour les lycées.

→ Difficultés quant à la validation des fiches de service des enseignants :

Il est convenu que dorénavant, les fiches de service seront retournées signées au SRFD en début de chaque année scolaire.

◆ **AESH**

Comme prévu réglementairement, nous avons demandé que soit présenté dans un tableau régional la situation des AESH.



Nos réactions :

Nous constatons que ce tableau présente des incohérences quant aux indices de rémunération des collègues. Nous exigeons un rappel aux établissements avec effet rétroactif sur la paie !

◆ **Demande de moyens supplémentaires à la DGER pour la rentrée 2022 : Proposition portée par le DRIAAF**

- augmentation à Brie du seuil de la classe de 2nde pro Production - spé agricole- , la classe a 2 spécialités : Productions Horticoles (volonté administrative de "gel" de cette classe à cause d'un effectif très faible. Nous avons obtenu le maintien temporaire avec objectif de s'activer sur le recrutement), et spécialité Productions Agricoles (qui recrute).

- ouverture à St Germain en laye d'une seconde classe de 1^{ère} générale (forte pression de sélection, effectif actuel de 32), soit 2 classes à 24



Nos réactions :

Nous saluons ces propositions qui correspondent à un besoin réel des établissements. A noter que ces moyens supplémentaires demandés correspondent au « desserrement » des fermetures de postes pour la rentrée 2022, obtenus du fait de la lutte syndicale, et particulièrement de celle du SNETAP-FSU !

◆ **PREAP – Projet Régional de l'Enseignement Agricole Public- : Projet du 4^{ème} lycée agricole public francilien : GONESSE**

Le voilà ce projet !!!

Depuis plus de 20 ans, le SNETAP-FSU porte un projet de création d'un 4^{ème} EPL agricole en Île de France. D'abord en Seine Saint Denis, avec le plan gouvernemental d'action pour la ville, puis à Magny en Vexin, où un imbroglio foncier a fait échouer le projet, et maintenant sur le plateau de Gonesse !

Cette création correspond aux besoins de nouveaux lycées en IdF pour accueillir les quelques 25 000 élèves supplémentaires de la région à l'horizon 2020-2030. En mai 2021, le SNETAP-FSU a interrogé les candidats franciliens aux élections régionales quant à la pertinence d'un nouveau lycée agricole public.

Ce projet est aussi porté par des député-es du Val d'Oise et de la Seine St Denis limitrophe, mais aussi et surtout par le premier ministre, **Jean Castex**, dans son discours sur le plan de relance du Val d'Oise du 7 mai 2021 :

« Enfin, toujours s'agissant du Triangle de Gonesse, la zone centrale, 110 ha, doit se développer et contribuer au dynamisme de l'est du département. C'est ainsi qu'en partenariat étroit avec la présidente de région et avec la présidente du conseil départemental, nous avons décidé d'implanter dans cette zone une cité scolaire internationale, structure d'excellence dédiée au parcours du jeune, de l'école au post-bac, combinant une ouverture internationale et une insertion réussie. Dotée d'un internat, véritable levier pour l'égalité des chances, elle va permettre de former tous les ans 600 collégiens et **1500 lycéens à des métiers d'avenir pour le territoire** : l'hôtellerie et la restauration, mais aussi **l'alimentation et l'agriculture biologique, en lien avec une exploitation agricole en son sein**. C'est un projet porteur, très structurant qui sera, je vous l'annonce, prochainement complété par l'implantation dans cette zone d'un service de l'État puisque je proposerai un prochain comité interministériel à la transformation publique de la délocalisation prioritaire d'un opérateur ou d'une administration de l'Etat sur ce site. »

Projet cité aussi en public par le Préfet de région, **Marc Guillaume**, lors de l'ouverture des assises régionales du décrochage scolaire, le 25 novembre dernier.

 **Nos réactions :**
Nous demandons et obtenons l'inscription de ce dossier au PREAP. Il fera l'objet d'une écriture de feuille de route liée au choix précis du site et à la carte des formations, par un objectif 2024-25.

◆ **Rungis Académie**

Centre constitutif de l'EPL de Brie-Ct-Robert, la convention de partenariat impliquant les 3 EPL franciliens a été approuvée dans tous les Conseils d'administration. Chacun est censé être actif pour y organiser des formations.

 **Nos réactions :**
Nous souhaitons que la DRIAAF s'assure d'un dynamisme partagé entre les 3 EPL, et que la charge financière ne repose pas à court et moyen terme uniquement sur l'EPL de Brie.

◆ **Plan de relance : Communication – Budget prévisionnel 100 000 €**

Dans le cadre du plan de relance gouvernemental, des actions de communication pour l'ensemble des établissements agricoles franciliens sont en cours de préparation :

- prise de vue par un photographe professionnel pour illustrer des métiers (non pris en compte par la campagne nationale) : filière équestre, services à la personne, horticulture, paysage, transformation à la ferme ;
- financement de vidéo réalisées par l'ARIA et FIBOIS ;
- achats de stands, kakémono ;

...

Pour la délégation,
Claire Pinault, Co-Secrétaire régionale Île de France SNETAP-FSU, le 13 décembre 2021
iledefrance@snetap-fsu.fr